

## Dépenses militaires et transferts internationaux d'armements conventionnels

*Mémento 2005*

Luc Mampaey\*

### 1. Les sources

Les données et informations relatives aux **dépenses militaires** dans le monde discutées dans cette note sont extraites du *SIPRI Yearbook 2005*, Chapitre 8, *Military Expenditure* rédigé par Elisabeth Sköns, Wuyi Omitoogun, Catalina Perdomo et Peter Stalenheim. Elles sont établies selon une méthodologie rigoureuse sur base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD), et complétées par des estimations réalistes du SIPRI lorsque des données officielles ne sont pas disponibles.

Ces données reposent sur des estimations prudentes et sous-estiment le niveau réel des dépenses militaires mondiales : certains pays, la Corée du Nord ou le Qatar par exemple, ne publient aucune donnée sur leurs dépenses militaires considérées comme des secrets d'État, tandis que dans d'autres, essentiellement en Afrique, les sources statistiques sont souvent fragmentaires et inexploitable, en raison de conflits ou d'une situation économique désastreuse. Il faut aussi garder à l'esprit que les dépenses publiques concourant à l'effort de défense ne sont pas nécessairement toutes inscrites au budget de la défense, mais peuvent être couvertes par d'autres postes du budget de l'État (par exemple, aux États-Unis, les dépenses militaires du département *Homeland Security*, et certaines dépenses nucléaires du département de l'Énergie, DoE). Le SIPRI inclut dans sa définition des dépenses militaires toutes les dépenses de personnel (salaires, pensions et services sociaux du personnel civil et militaire), d'acquisition d'équipement, de recherche et développement, d'opérations et de maintenance, de construction d'infrastructures, d'activités spatiales militaires, et d'assistance militaire à

#### En 2004 ...

Les transferts internationaux d'armements ...  
**34,8 milliards USD<sup>(1)</sup>**

... dont, vers les pays en développement :  
**22,5 milliards USD<sup>(1)</sup>**

Les dépenses militaires mondiales ...  
**1075 milliards USD<sup>(2)</sup>**

... dont, celles des États-Unis :  
**467 milliards USD<sup>(2)</sup>**

Le chiffre d'affaires réalisé dans l'armement  
par les 10 premiers producteurs mondiaux<sup>(3)</sup>  
**178 milliards USD**

(1) CRS, aux prix et taux de change 2004.

(2) SIPRI, aux prix courants.

(3) Lockheed Martin, Boeing, Northrop Grumman, BAE Systems, Raytheon, General Dynamics, EADS, Honeywell, Thales, EADS, Halliburton.

\* Attaché de recherche GRIP, ingénieur commercial, doctorant à l'Université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (C3ED, Centre d'Économie et d'Éthique pour l'Environnement et le Développement).

l'étranger engagées par les ministères de la défense ainsi que les agences gouvernementales engagées dans des projets militaires. Par contre, sont exclues de la définition les dépenses engagées par des forces armées non-gouvernementales ainsi que les dépenses liées à des activités militaires passées (avantages autres que les pensions aux vétérans, coûts de la démobilisation et de la reconversion d'infrastructures, démantèlement et destruction d'armes) ce qui peut induire une différence significative pour certains pays.

Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des publications de deux organisations considérées comme des références internationales en la matière :

1. Le SIPRI, Stockholm International Peace Research Institute, et notamment le *SIPRI Yearbook 2005*, Chapitre 10, *International Arms Transfers* rédigé par Siemon T. Wezeman et Mark Bromley.
2. Le CRS, *Congressional Research Service*, qui édite chaque année un rapport intitulé *Conventional Arms Transfers to Developing Nations* et réalisé pour le Congrès des Etats-Unis par Richard F. Grimmet.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence pour des raisons méthodologiques : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance, établis selon une grille de prix propre au SIPRI exprimée en dollars aux prix et taux de change de 1990. Ils ne représentent donc pas une mesure monétaire réelle des ventes d'armes et ne peuvent donc en aucune manière être comparés avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental annuel.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armement conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en 6 catégories<sup>1</sup> : aéronefs, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles et navires. Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères, de petits calibres et les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI.

La définition du CRS est nettement moins précise et apparemment beaucoup plus large : les rapports successifs se contentent d'indiquer que sont « inclus toutes les catégories d'armes et de munitions, les pièces de rechange militaires, les constructions militaires, l'assistance militaires et les programmes d'entraînement, et tous les services associés »<sup>2</sup>. Ceci explique que les estimations du CRS soient le plus souvent supérieures à celles du SIPRI.

Les données du CRS doivent également être utilisées avec prudence, pour des raisons dont la nature est essentiellement d'ordre politique. Le CRS est un organe du Congrès américain et il est vraisemblable que certains chiffres sont parfois délibérément sous- ou sur-évalués afin de servir des desseins politiques ; pour la France par exemple, la sous-évaluation du CRS peut-être de l'ordre de trois à quatre par rapport aux chiffres du ministère français de la défense (ce qui ne sous-entend pas que les chiffres de ce dernier soient nécessairement au-dessus de tout soupçon).

---

1. Pour une définition précise de chacune de ces catégories et davantage d'informations sur les sources et la méthodologie du SIPRI pour les transferts d'armes, nous encourageons vivement le lecteur à consulter le site Internet du SIPRI : <<http://www.sipri.org/contents/armstrad/atmethods.html>>

2. Voir Richard F. Grimmett, *Conventional Arms Transfers to Developing Nations*, 1996-2003, August 26, 2004, Congressional Report for the Congress, Order Code RL32547.

## 2. Les dépenses militaires

### 2.1. Tendances générales

Selon le SIPRI, les dépenses militaires mondiales pour l'année 2004 ([graphique 1](#)) représentaient 975 milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2003, ce qui correspond à environ 1 035 milliards de dollars courants, soit une hausse de 5,2% en termes réels par rapport à 2003. Évaluées à 846 milliards en 1993, les dépenses militaires mondiales ont chuté régulièrement jusqu'en 1996 pour s'établir finalement, après un soubresaut en 1997, à un minimum de 765 milliards de dollars en 1998. La période 1993-2004 enregistre d'importantes variations selon les pays, dominées cependant par une tendance générale à un nouvel accroissement des dépenses militaires dans toutes les régions du monde<sup>3</sup> depuis 1998, à l'exception toutefois de l'Amérique centrale, région où elles diminuent de 3% au cours de cette période. Entre le point bas de 1998 et le niveau de 2004, les dépenses militaires mondiales ont progressé de 27,5%, démontrant clairement que la période de déclin important des dépenses militaires qui avait suivi la fin de guerre froide est révolue.

C'est en Amérique du Nord que les dépenses militaires ont connu la plus forte hausse : +46% par rapport à 1998 ([tableau 1](#) et [graphique 2](#))<sup>4</sup>. La principale raison de cette hausse remarquable se trouve aux États-Unis (+47% depuis 1998), le Canada se contentant d'une hausse de 13% sur la même période. Les États-Unis, superpuissance unique comptant pour près de la moitié du total mondial, sont donc la principale explication à la hausse massive des dépenses militaires mondiales. Après une décennie de réduction sur la période 1987-1998 et une hausse modérée au cours du second mandat du président Clinton de 1998 à 2001, les attentats du 11 septembre 2001 ont permis de justifier les hausses massives qui étaient attendues depuis plusieurs années par les marchés financiers et les groupes de production d'armements. Les prévisions budgétaires de l'Administration Bush continuent en outre à inscrire des hausses budgétaires substantielles pour la « défense et la sécurité » au moins jusqu'en 2011, hausses auxquelles il faudra ajouter les dépenses supplémentaires (« *supplementals* ») non inscrites dans le budget initial mais demandées en cours d'exercice

3. Nous suivons la classification régionale du SIPRI, c'est à dire :

**Afrique = Afrique du Nord** [Algérie, Libye, Maroc, Tunisie] + **Afrique Subsaharienne** [Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République d'Afrique Centrale, Tchad, Congo (RDC), Congo (Rép.), Côte d'Ivoire, Djibouti, Guinée Équatoriale, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Togo, Uganda, Zambie, Zimbabwe].

**Amérique = Amérique du Nord** [Canada, USA] + **Amérique Centrale** [Belize, Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Nicaragua, Panama] + **Amérique du Sud** [Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Équateur, Guyane, Paraguay, Pérou, Uruguay, Venezuela].

**Asie et Océanie = Asie Centrale** [Kazakhstan (1992-), Kirghizstan (1992-), Tadjikistan (1992-), Turkménistan (1992-), Ouzbékistan (1992-)] + **Asie de l'Est** [Brunei, Cambodge, Chine, Indonésie, Japon, Corée du Nord, Corée du Sud, Laos, Malaysia, Mongolie, Myanmar (Burma), Philippines, Singapour, Taiwan, Thaïlande, Vietnam] + **Asie du Sud** [Afghanistan, Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka] + **Océanie** [Australie, Fiji, Nouvelle Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée].

**Europe = Europe Centrale et Orientale** [Albanie, Arménie (1992-), Azerbaïdjan (1992-), Biélorussie (1992-), Bosnie Herzégovine (1992-), Bulgarie, Croatie (1992-), Tchécoslovaquie (-1992), République Tchèque (1993-), Estonie (1991-), République Démocratique d'Allemagne (RDA, -1990), Georgie (1992-), Hongrie, Lettonie (1991-), Lituanie (1991-), Macédoine (Former Yugoslav Republic of Macedonia, FYROM, 1992-), Moldavie (1992-), Pologne, Roumanie, Russie (1992-), Serbie et Monténégro, (1992-), Slovaquie (1993-), Slovaquie (1992-), Ukraine (1992-), USSR (-1991), Yougoslavie (former, -1991)] + **Europe Occidentale** [Autriche, Belgique, Chypres, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Norvège, Portugal, Espagne, Suède, Suisse, Turquie, UK].

**Moyen Orient** = [Bahreïn, Égypte, Iran, Iraq, Israël, Jordan, Kuwait, Liban, Oman, Arabie Saoudite, Syrie, Émirats Arabes Unis, Nord Yémen (-1990), Sud Yémen (-1990), Yémen (1991-)].

4. Tous les tableaux et graphiques sont réunis en fin de document. Leur liste figure en page 11. Le détail et les sources de toutes les données rassemblées par le GRIP peuvent être obtenus sur simple demande.

au Congrès, notamment pour couvrir le coût des opérations en Irak et en Afghanistan. Pour l'année fiscale<sup>5</sup> 2003 (FY 2003), ces crédits budgétaires supplémentaires se sont élevés à 62,6 milliards de dollars. Pour l'année fiscale 2004, ce supplément se chiffre à 92,8 milliards de dollars. En Amérique du Sud, le Paraguay, le Brésil (qui représente à lui seul 40% du total régional) et l'Équateur ont significativement réduit leurs dépenses militaires en 2004. A l'échelle du sous-continent, ces baisses n'ont cependant pas suffi à compenser les hausses importantes enregistrées au Chili et en Colombie (pour le Chili par exemple, la hausse du cours du cuivre à fourni les ressources nécessaires à la poursuite des programmes de modernisation et la participation à des missions militaires internationales). Les dépenses militaires sud-américaines ont globalement progressé de 8% entre 1998 et 2004.

Pour le période 1998-2004, la croissance importante des dépenses militaires de l'Afrique (+35%) est due essentiellement aux hausses spectaculaires en Afrique du Nord (+45%), en particulier au Maroc et en Algérie. La hausse en Afrique sub-saharienne (+29%) est due principalement à la hausse des dépenses en Afrique du Sud. Dans tous les cas, il s'agit d'une conséquence de la poursuite d'importants programmes de modernisation des forces armées entamés dans ces pays.

Pour l'Asie/Océanie, la croissance des dépenses militaires pour le période 1998-2004 est de +21%. On notera la croissance spectaculaire des dépenses en Asie centrale et en Asie du Sud (respectivement +40% et +39%), attribuable pour la majeure partie à la levée des sanctions américaines et aux aides militaires accordées à l'Inde et au Pakistan au nom de la « guerre contre le terrorisme », ainsi qu'à l'ambition de l'Inde de se positionner en tant que puissance régionale. En Asie de l'Est, les dépenses ont progressé de +19%. Les dépenses militaires de la Chine continuent de croître, mais à un rythme moins soutenu que pour les années précédentes : +7% en termes réels pour l'année 2004, alors que le taux de croissance annuel des dépenses militaires de ce pays a été en moyenne de 11,5% au cours de la décennie 1995-2004. La Chine a augmenté ses dépenses militaires de 150% en termes réels depuis 1995, et de 60% depuis 2000. Les dépenses militaires restent également élevées en Corée du Sud (+4,2% en 2004) en raison des tensions persistantes avec la Corée du Nord.

Le Moyen-Orient affiche une hausse de 21% entre 1998 et 2004, dont l'origine se situe principalement dans les dépenses soutenues de l'Arabie saoudite et d'Israël, et dans une moindre mesure du Koweït.

Toujours pour la période 1998-2004, la hausse est de 8,5% pour l'ensemble des pays européens et de 10% pour les 25 pays qui constituent désormais l'Union européenne. La moyenne de l'UE est fortement influencée par les choix du Royaume Uni, de la France, de l'Allemagne et de l'Italie qui, à quatre, représentent 73,5% des dépenses militaires de l'UE en 2004 ([tableau 2](#)). On notera cependant une très forte augmentation (+46%) pour la région d'Europe Centrale et Orientale. Celle-ci est essentiellement due à la très forte hausse de la Russie (+88% depuis 1998). Cette hausse spectaculaire doit cependant être relativisée : évaluée par le SIPRI à 10,3 milliards de dollars en 1998, les dépenses militaires de la Fédération de Russie en 2003 seraient de 19,4 milliards en 2004 (aux prix et taux de change de 2003), mais cette somme ne représente finalement que 13% de leur niveau de 1988, avant l'effondrement de l'URSS. Autre comparaison, au taux du marché, ces 19,4 milliards de dépenses militaires russes ne représentent pas plus de 4,26% des dépenses américaines. Si l'on compare en parité de pouvoir d'achat<sup>6</sup>, les dépenses militaires russes représentent 7,7% des dépenses militaires des États-Unis en 2004 ([tableau 3](#)).

5. Aux États-Unis, une année fiscale s'étend du 1er octobre de l'année précédente au 30 octobre de l'année en cours (FY2004 = du 1er octobre 2003 au 30 septembre 2004)

6. **Parité de pouvoir d'achat (PPA)** : Taux de change destiné à neutraliser les différences de prix entre pays, afin de permettre les comparaisons internationales de la production et du revenu en termes réels. Avec un dollar exprimé en parité de pouvoir d'achat dans un pays donné, il est possible de se procurer la même quantité de biens et de services que s'il s'agissait d'un dollar des États-Unis dans le cadre de l'économie de ce pays.

## 2.2. Les États les plus dépensiers en 2003

Se basant sur les estimations du Fonds monétaire international (FMI), le SIPRI relève que les dépenses militaires mondiales en 2004 correspondent à 2,6% du produit intérieur brut mondial, soit en moyenne 162 dollars par habitant<sup>7</sup>. Mais il souligne aussi que cette part du PIB consacrée aux dépenses militaires est en augmentation d'environ 0,1% par an depuis l'année 2001, année pour laquelle les dépenses militaires ne représentaient que 2,3% du PIB mondial. Aux deux extrêmes se situent d'un côté la Chine, avec des dépenses militaires de 47 dollars par habitant, et de l'autre les États-Unis qui ont dépensé militairement 1 533 dollars par habitant en 2004.

On notera aussi que les dépenses militaires sont très inégalement distribuées dans le monde. Les 32 pays classés comme pays à revenu élevé par la Banque mondiale représentent 75% des dépenses militaires mondiales, alors qu'ils ne comptent que 16% de la population mondiale. Les 58 pays les plus pauvres, où vivent 41% de la population mondiale, ne représentent que 4% des dépenses militaires mondiales.

Le [tableau 3](#) donne le classement des 15 pays les plus dépensiers en termes de dépenses militaires selon deux méthodes : la colonne de gauche classe les pays selon leurs dépenses militaires converties en dollars de 2003 au taux de change du marché ; la colonne de droite classe ces même pays selon leurs dépenses militaires converties en parité de pouvoir d'achat (PPA)<sup>8</sup>. La concentration des dépenses militaires est très importante : les États-Unis représentent à eux seuls quelque 46,7% du total mondial. Ils sont suivis du Royaume Uni (4,9%), de la France (4,7%), du Japon (4,3% du total), et de la Chine (3,6%), ces cinq premiers pays totalisant ensemble 64,3% du total mondial. Les 15 premiers pays les plus dispendieux pour leur défense totalisent ensemble 80% du total mondial. Le classement est sensiblement différent si l'on effectue le même classement après avoir converti les dépenses militaires en parité de pouvoir d'achat : les États-Unis conserve une première place incontestable, mais ils sont suivis dans ce cas par la Chine, l'Inde, la Russie et la France.

En 2004, les 25 pays de l'Union européenne, forts d'une population de 457 millions d'habitants, totalisaient 211 milliards de dollars en dépenses militaires ([tableau 4](#)). Ce montant représente 21,7% des dépenses militaires mondiales et 2,31% du PIB de l'UE. L'Union européenne dépense donc 2,2 fois moins pour sa « défense » que les États-Unis, alors que sa population est 1,6 fois plus importante.

## 3. Transferts internationaux d'armements conventionnels

*Remarque importante pour cette section : le dernier rapport du CRS (29 août 2005) est exprimé en dollars, aux prix et taux de change de 2004, tandis que l'édition 2005 du SIPRI Yearbook maintient ses indicateurs en dollars aux prix et taux de change de 1990. On peut donc comparer les tendances, mais pas les valeurs présentées par ces deux organisations !*

### 3.1. Tendances générales

La fin de la Guerre froide et l'effondrement du bloc soviétique ont eu un impact profond sur le commerce international des armements conventionnels et singulièrement sur la répartition des parts de marché entre les principaux exportateurs. La nature de la demande globale s'est modifiée, passant du contexte de la rivalité entre les deux superpuissances et leurs clients associés à des problématiques nouvelles de sécurité régionale. Bien que ces changements aient conduit à un déclin important des transferts globaux d'armements, de nom-

7. Le FMI estime le PIB mondial pour 2003 à 35.599 milliards de dollars.

8. Cfr. note 5.

breux pays, particulièrement ceux en voie de développement, continuent à acquérir des quantités substantielles de nouveaux armements.

Le [graphique 3](#) compare les données du SIPRI et du CRS selon un indice dont la base est 1987 = 100. SIPRI et CRS s'accordent pour noter un sommet élevé des ventes d'armements conventionnels en 1987, suivi d'une chute continue jusqu'en 1992, conséquence immédiate de la disparition d'une confrontation directe entre l'Est et l'Ouest. Une stabilisation est toutefois observable dès 1993, attribuable surtout aux importantes livraisons d'armements effectuées par les États-Unis aux pays de la coalition engagée dans le premier conflit du golfe Persique en 1991. De 1994 à 1997, les ventes ont repris une courbe nettement ascendante. Cette relance était due principalement à un rééquipement important des pays du Golfe après la guerre de 1990-1991 ainsi qu'à une demande soutenue pour une modernisation de l'armement en Asie de l'Est et plus tard en Amérique du Sud. Les transferts d'armement conventionnel ont ensuite recommencé à décroître dès 1998, jusqu'à atteindre leur niveau le plus bas en 2000, selon le SIPRI.

L'indicateur de tendance du SIPRI indique que les transferts internationaux d'armements conventionnels en 2004 sont en légère hausse par rapport à 2003. Évalués à 17,18 milliards de dollars en 2003, ils s'établissent à 19,16 milliards en 2004, soit une hausse de 11,5%, aux prix et aux taux de change de 1990.

Toutefois, un indicateur de tendance de longue période basé sur des moyennes mobiles établies sur des périodes de cinq ans montre que la tendance lourde est toujours à la baisse depuis 1987, malgré une légère reprise à la fin des années 1990 ([graphique 4](#)).

La hausse enregistrée pour 2004 s'explique principalement par l'importance des transferts réalisés par la Russie, les États-Unis, la France et le Royaume-Uni. Il est toutefois trop tôt pour déterminer si cette augmentation préfigure une nouvelle tendance haussière ou bien s'il ne s'agit que de fluctuations dues à une concentration de livraisons liées à des commandes passées.

### **3.2. Principaux importateurs et exportateurs**

L'essentiel du marché des armements conventionnels se partage entre un nombre très restreint d'acteurs, tant du côté de l'offre que de celui de la demande ([tableau 5](#)). Si nous prenons en compte la somme des exportations effectuées au cours de la période 2000-2004, nous constatons que 6 pays fournisseurs se partagent près de 84% du marché. Ce sont, dans l'ordre, la Russie (31,9%), les États-Unis (30,7%), la France (7,5%), l'Allemagne (5,8%), le Royaume-Uni (5,3%), et l'Ukraine (2,5%). Ce peloton de tête des fournisseurs est resté pratiquement inchangé depuis 1987. La Russie et les États-Unis se disputent la première place, tandis que les trois premiers pays européens alternent aux 3<sup>ème</sup>, 4<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> places. L'Ukraine est 6<sup>ème</sup> pour la troisième année consécutive. Les Pays-Bas ont occupé la 6<sup>ème</sup> place au cours des périodes 1995-1999 et 1996-2000 ; la Chine occupait cette place au cours des périodes antérieures.

Cette concentration est aussi vérifiable du côté de la demande, quoique de façon moins aiguë. Les 6 premiers importateurs absorbent 41,7% du total au cours de la période 2000-2004. La Chine représente 13,8% des importations mondiales. Elle est suivie, dans l'ordre, par l'Inde (10,1%), la Grèce (6,2%), le Royaume-Uni (4%), la Turquie (3,9%), et l'Égypte (3,7%). Du côté des importateurs aussi nous pouvons constater la très grande stabilité du peloton de tête. Alors que Taiwan et l'Arabie Saoudite se sont longtemps disputés la première position, c'est désormais la Chine qui est en tête au cours des trois dernières périodes (1998-2002, 1999-2003 et 2000-2004), tandis que l'Inde conforte sa seconde position. L'Arabie Saoudite et Taiwan sont par contre relégués respectivement à la 15<sup>ème</sup> et 18<sup>ème</sup> position du classement.

## **La Russie**

Le niveau élevé de la Russie s'explique principalement par d'importantes livraisons récentes d'avions de combat et de navires de guerre. La Russie n'a jamais dissimulé sa volonté de retrouver le rang qu'elle occupait à l'époque soviétique. Toutefois, il semble que le niveau actuel soit un sommet qu'il sera difficile de dépasser à l'avenir. Les officiels russes admettent en effet que les matériels vendus aujourd'hui sont le fruit de développements datant des années 1970 et 1980 mais que, faute d'investissements suffisants en R&D, la Russie n'est plus capable d'offrir des matériels technologiquement compétitifs. La qualité des matériels russes est nettement en dessous des standards occidentaux : seulement 1% des producteurs russes d'armements répondent aux normes de qualité ISO 9000.

### *Relations avec la Chine*

La Chine représente 41% du total des exportations d'armements de la Russie dont elle est premier client pour la période 2000-2004. Inversement, 95% des importations d'armements de la Chine sont d'origine russe. Bien qu'il y ait peu de chance que d'autres fournisseurs ne menacent sérieusement la position privilégiée de la Russie sur le marché chinois, il est vraisemblable que la Russie devra à l'avenir consentir à adopter une attitude plus souple en ce qui concerne les transferts de technologie. La Chine poursuit un effort continu pour devenir auto-suffisant en matière de production de systèmes d'armement. Elle est dans ce but davantage intéressée par l'achat de composants ou de sous-systèmes de haute technologies dans le but de les copier, plutôt que par l'acquisition de systèmes d'armes complets ou de programmes de développement communs. Dans l'hypothèse où l'Union européenne lèverait son embargo à l'égard de la Chine, la Russie n'aura d'autre choix que d'autoriser les transferts de technologies sophistiquées qu'elle a refusé jusqu'à présent si elle veut consolider sa part du marché chinois.

### *Relations avec l'Inde*

L'Inde est le second principal importateur d'armement au niveau mondial et représente 10,1% du total. L'Inde est aussi le second plus important acheteur d'armement à la Russie et compte pour 25% des exportations russes d'armements conventionnels. Vu du côté de l'Inde, 78% des importations d'armements était d'origine russe au cours de la période 2000-2004. Comme la Chine, l'Inde poursuit un objectif d'autonomie en matière de production d'armes, mais contrairement à son voisin chinois, elle marque une certaine préférence pour la mise en œuvre de programmes communs indo-russes. La position russe sur le marché indien est cependant bien moins ancrée que sur le marché chinois. En effet, l'Inde a sensiblement amélioré ses relations tant avec l'Union européenne qu'avec les États-Unis et dispose désormais de multiples options pour ses acquisitions. De plus, méfiante depuis l'embargo décrété à son égard par l'Union européenne et les États-Unis en 1998, au cours duquel de nombreux systèmes d'armes indiens étaient inopérants faute de pièces de rechange, l'Inde insiste maintenant pour inclure une clause de support et service après-vente sans restriction garantie sur une longue période. Le Royaume-Uni a accepté une clause de ce type pour 25 ans suite à la vente de ses avions d'entraînement de type Hawk. Israël est également devenu un important fournisseur de l'Inde et est actuellement au second rang après la Russie.

## **Les États-Unis**

Les États-Unis sont le second plus important exportateurs d'armements conventionnels, juste après la Russie avec 31% du total mondial, et il est vraisemblable que la part des États-Unis s'accroîtra encore dans les années à venir en raison de l'importance des contrats récemment conclus et des implications de la « guerre contre le terrorisme », des relations transatlantiques et des relations entre la Chine et Taiwan.

Le 11 septembre 2001 a eu pour conséquence une révision fondamentale de l'approche des États-Unis à l'égard des transferts d'armements et de technologies. La levée des embargos

qui frappaient l'Inde, le Pakistan et le Yémen en sont les manifestations les plus frappantes. Cependant, il apparaît assez clairement que la « guerre contre le terrorisme » est surtout utilisée dans la rhétorique politique pour justifier une relance des exportations qui est surtout profitable à l'industrie états-unienne de l'armement. En effet, il est difficile de trouver une relation entre la traque aux insurgés islamistes et, par exemple, la livraison au Pakistan de 8 avions P-3C pour la lutte anti-sous-marine. Ces ventes sont plutôt à interpréter comme une contrepartie de la loyauté de ces pays envers les États-Unis depuis septembre 2001.

#### *Relations avec l'Union européenne*

L'Union européenne est, de loin, le principal marché des États-Unis (voir [tableau 6](#)). Pourtant, les relations transatlantiques ont connus quelques turbulences ces dernières années, principalement en raison de la réticence des États-Unis à autoriser des transferts de technologies satisfaisants pour les Européens dans les programmes de développement de systèmes d'armes menés en coopération, et en particulier dans le plus important de ces programmes communs, l'avion de combat F-35 *Joint Strike Fighter* (JSF). L'essentiel des technologies sensibles de ce programme seront américaines et plusieurs gouvernements européens se sont inquiétés de devoir prendre livraison d'un avion dont ils ne maîtriseront pas la technologie et qu'ils ne pourront donc que difficilement modifier en fonction de leurs besoins spécifiques. Bien que le gouvernement des États-Unis ait montré des signes de bonne volonté pour lever certaines restrictions aux transferts de technologies, il s'est jusqu'ici heurté aux objections du Congrès. Les restrictions contestées par les Européens concernent principalement l'accès au code source des logiciels. Or il est établi que dans les systèmes d'armes modernes les logiciels sont plus complexes et fondamentaux que la plate-forme elle-même.

#### *Relations avec Taiwan*

Taiwan est également au centre d'enjeux commerciaux importants pour les États-Unis, ces derniers estimant que les exportations massives d'armements et de technologies russes, et sans doute bientôt européens, vers la Chine constituent une menace majeure et de plus en plus tangible pour la petite république sécessionniste. Toutefois, les États-Unis entendent faire payer chèrement le maintien de Taiwan sous son aile protectrice, et sont bien décidés à convaincre le gouvernement de Taipei d'acquiescer un « package » d'armements américains de l'ordre de 18 milliards de dollars. Les États-Unis ont très explicitement indiqué qu'un refus taiwanais de conclure ce marché serait interprété comme une faiblesse de Taiwan dans sa volonté d'assurer sa propre sécurité, ce qui aurait inévitablement pour conséquence une réévaluation des engagements américains à défendre Taiwan en cas d'agression par la Chine. Ce chantage n'a toutefois pas encore été suffisant pour convaincre le parlement de Taiwan, d'autant plus que plusieurs commentateurs taiwanais craignent qu'une telle décision de réarmement massif n'entraîne Taiwan et la Chine dans une course aux armements difficile à contrôler. Un autre sujet de dissension porte sur la livraison à Taiwan de 8 sous-marins à propulsion conventionnelle. D'une part, le prix annoncé par les États-Unis – 12,3 milliards de dollars – est très nettement surfait dans la mesure où la France et l'Allemagne ont récemment vendu des sous-marins similaires à des prix inférieurs à 500 millions l'unité. D'autre part, détail non négligeable, les États-Unis tentent de vendre un matériel qu'ils sont en réalité incapable de produire : la dernière production américaine de sous-marin à propulsion classique remonte en effet à 1950. A défaut d'une éventuelle coopération avec un partenaire européen, une solution satisfaisante pour Taiwan pourrait être d'en confier la construction aux chantiers taiwanais *China Shipbuilding Corporation*, actuellement en difficulté. Ces deux exemples, comme dans le cas des livraisons au Pakistan, illustrent la prééminence des intérêts commerciaux et industriels sur les facteurs géostratégiques.

#### *Les États-Unis importent aussi*

Une dernière remarque particulière concerne les États-Unis en tant qu'importateurs d'armements. Dans le classement des principaux importateurs, les États-Unis se situaient au 27<sup>ème</sup> rang pour la période 1998-2002, au 19<sup>ème</sup> rang pour la période 1999-2003, et maintenant au

12<sup>ème</sup> rang pour la période 2000-2004. Il est intéressant de noter que cette progression est le résultat d'une extension du champ du Programme *Foreign Comparative Testing* (FCT) en 2003<sup>9</sup>. Le programme FCT encourage les tests et évaluations d'équipements militaires étrangers, depuis le stade de leur développement jusqu'à leur mise en oeuvre au sein des forces armées de pays tiers. Le programme FCT concerne donc principalement les pays les plus avancés en matière de technologies militaires, et notamment l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et la Suède qui représentent plus de 70% des activités du FCT. Entre 1980 et 1999, le programme FCT a financé 389 évaluations de matériels, dont 175 ont été jugés concluant et 97 ont donné lieu à des acquisitions par le Pentagone pour un montant total de 4,9 milliards de dollars (aux prix de 1999). Cette pratique, qui semble en expansion, a plusieurs objectifs. Les FCT peuvent contribuer à réduire les coûts d'acquisition du DoD en évitant des étapes de recherche et développement pour certains types d'équipement. Mais ils sont aussi un instrument politique non négligeable : d'une part, aucune innovation militaire née hors frontière et susceptible de contester sa supériorité technologique n'échappe à la vigilance des États-Unis, et d'autre part, les acquisitions américaines dérivées des FCT sont un instrument efficace pour soutenir la recherche, le développement et la production d'armements, et renforcer ainsi les industries qui constituent le « bras armé » de l'économie de marché dans les pays alliés<sup>10</sup>.

### **L'Union européenne**

Trois pays membres de l'Union européenne figurent parmi les 5 premiers fournisseurs d'armements conventionnels dans le monde : la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni. L'intégration de nouveaux membres disposant d'une importante base industrielle de production d'armement, notamment la Pologne, la République Tchèque et la Slovaquie, renforcera probablement la position de l'Union européenne sur le marché mondial des armements dans les années à venir.

Sur la base des indicateurs de tendance du SIPRI, nous pouvons constater que les douze principaux exportateurs européens d'armement conventionnels<sup>11</sup> représentaient en moyenne 25% des exportations totales pour la période 2000-2004, et 27% pour la seule année 2004, soit une part à peu près équivalente à celle des États-Unis. Sans tirer de conclusions hâtives, il semble toutefois que la position de leader des États-Unis sur le marché mondial des armements conventionnels aurait tendance à s'éroder, au profit de la Russie mais aussi de l'Union européenne ([graphique 5](#)). Pendant les dernières années de la Guerre froide, les deux superpuissances de l'époque, États-Unis et URSS, se partageaient en parts à peu près égales plus des deux tiers du marché mondial des armements conventionnels. Après la chute du Mur, la part de l'URSS, et puis celle de la Russie, s'est littéralement effondrée, au profit principal des États-Unis. En 1992, la part de la Russie dans les transferts mondiaux était ramenée à 11,7% seulement, tandis que celle des États-Unis grimpait à plus de 57%. Mais la tendance est manifestement à un retournement de situation : la part des États-Unis est restée stable jusqu'en 1998 (entre 45 et 55%), mais elle n'a ensuite cessé de décroître depuis cette date. La très forte croissance de la part de la Russie (32,3% du total en 2004, alors que sa part avait chuté jusqu'à 5,7% en 1994) confirme sa volonté de retrouver le rang qu'elle occupait à l'époque soviétique. La position européenne est par contre intéressante : bien qu'inférieure à ce qu'elle était durant la décennie 1990, la part de marché détenue par les 12 principaux exportateurs européens d'armement se maintient à un niveau élevé et se renforce depuis 1999.

---

9. SIPRI Yearbook 2004, p.459.

10. Sur cette logique de la militarisation, voir Claude Serfati : *Impérialisme et militarisme : Actualité du XXIème siècle*, éditions Pages Deux, collection « Cahiers Libres », Lausanne, 2004.

11. Dans l'ordre : France, Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Italie, Pays-Bas, Espagne, Pologne, République Tchèque, Slovaquie, Autriche et Finlande.

### *Des objectifs difficilement conciliables*

En d'autres termes, il semble qu'en dépit du Code de Conduite et de législations pour les exportations d'armes en principe toujours plus contraignantes, l'Union européenne parvienne à consolider, voire renforcer, sa position sur un marché de l'armement. A cet égard, nous noterons que l'Union européenne poursuit deux objectifs difficilement compatibles. L'UE a pris plusieurs initiatives pour améliorer et renforcer les instruments juridiques et le droit international sur la maîtrise des armements. Ce travail doit sans doute être poursuivi mais il devrait, *in fine*, pouvoir se mesurer par de réelles diminutions des flux d'armements à travers le monde, à moins que l'ambition de Javier Solana d'inscrire le projet européen dans « un monde plus sûr » soit une simple formule de rhétorique politique. Cependant, une approche par la demande ne suffit pas : durcir sans cesse les critères permettant à un pays tiers (le plus souvent moins développé) d'importer de l'armement, inscrit la question du transfert des armes dans une stratégie européocentrisme du fort au faible. Elle élude le problème de l'offre et masque ainsi une contradiction inhérente au système néolibéral : la croissance, en d'autres termes produire toujours plus, donc vendre et exporter toujours davantage, est une condition *sine qua non* à la survie des groupes d'armement ; l'UE comptant parmi les plus grand producteurs et exportateurs d'armements, il lui est difficile de rechercher simultanément une réduction des transferts globaux d'armements et le renforcement de la compétitivité de ces industries de l'armement. A moins bien sûr de compenser par un accroissement de la demande intracommunautaire, et donc des budgets de la défense nationaux, dans des proportions importantes. Il est cependant prématuré de conclure, tant les chiffres dont nous disposons ne représentent que très imparfaitement la situation réelle des transferts d'armements – et plus largement des transferts de « potentiel militaire » – dans le monde. En effet, la complexité croissante des réseaux de ventes et production d'armement et des services associés du fait de la multiplication des joint-ventures, co-productions, production off-shore ou sous licence rend de plus en plus difficile une mesure correcte de la contribution réelle de chaque pays à la militarisation des autres.

L'Union européenne est également un importateur majeur d'armements. Au cours de la période 2000-2004, les 25 pays membres de l'Union européenne ont absorbé 20% du total des transferts globaux, dont un peu plus de 30% étaient des importations intracommunautaires et 69% des importations en provenance de pays non membres de l'Union.

### **3.3. Premières destinations : les pays en voies de développement**

S'il est incontestable que les transferts internationaux totaux d'armements conventionnels ont chuté de manière spectaculaire entre 1987 et 2003 – une baisse de l'ordre de 60 % selon les chiffres du SIPRI, soit de 45,9 milliards en 1987 à 18,7 milliards de dollars en 2003 (aux prix de 1990) – le CRS démontre cependant clairement que l'essentiel de ces transferts est toujours destiné aux pays en développement.

Selon le CRS ([graphique 6](#), courbe supérieure), le total des livraisons d'armements conventionnels dans le monde a baissé de 32,5 % au cours de la période 1997-2004, passant de 51,5 milliards de dollars en 1997 à 34,8 milliards de dollars en 2004 (aux prix de 2004). Au cours de la même période, les livraisons vers les pays en voie de développement ([graphique 6](#), courbe inférieure) ont diminué de 37,6 milliards de dollars en 1997 à 22,5 milliards de dollars en 2004 (aux prix de 2004), soit une chute de 40,2% en huit ans.

En 1997, ce sont 73% des livraisons totales qui ont été acheminées vers les pays en voie de développement ; cette proportion se réduit à 64,6% pour l'année 2004. Au cours des huit dernières années, la moyenne s'établit à 67,4%. La tendance paraît donc encourageante : les exportations d'armement conventionnel vers les pays en développement semblent avoir diminuées plus vite que le total de ces exportations. Il n'en reste pas moins vrai que les économies les plus faibles continuent à absorber la majeure partie des livraisons d'armements conventionnels produits dans les pays les plus riches de la planète.

## 4. Valeur financière du commerce mondial des armements

Le SIPRI souligne que ses indicateurs de tendance n'ont pas été conçus pour mesurer le commerce des armes en termes monétaires et économiques. Une mesure financière du commerce des armes nécessite l'addition des données établies individuellement par les États, or ceux-ci ont chacun leur méthodologie et leur définition de ce qu'il faut entendre par « arme » ou « équipement militaire ». De plus, certains pays publient plusieurs rapports, tous « officiels », mais basés sur des sources ou une approche différente : tantôt les chiffres du commerce extérieur, tantôt les données relatives aux licences accordées par les ministères compétents, ou encore les déclarations des entreprises. D'autre part, il arrive que des rapports procèdent à une révision des données publiées l'année précédente, sans explication et dans des proportions très importantes. A titre d'exemple, le SIPRI cite le rapport américain du *Congressional Research Service* dont l'édition 2003 évalue la valeur des livraisons américaines d'armements à 9,53 milliards de dollars pour l'année 2001, alors que l'édition 2004 de ce rapport indique un montant de 22,34 milliards pour cette même année 2001.

Pour toutes ces raisons, le SIPRI a calculé une hypothèse haute et une hypothèse basse pour l'évaluation du commerce mondial des armements conventionnels ([graphique 7](#)). Selon ces calculs portant sur l'année 2003, dernière année pour laquelle des données suffisantes sont disponibles, le commerce mondial des armements se situe dans une fourchette de 38 à 43 milliards de dollars (aux prix et taux de change de 2003), ce qui représente entre 0,5 et 0,6% des échanges commerciaux mondiaux (ceux-ci atteignant 7 444 milliards de dollars en 2003, selon le Fonds monétaire international).

## 5. Désarmer pour développer

Dans la littérature économique, le poids des dépenses militaires dans l'économie d'un pays est le plus souvent estimé par deux indices : la part que représentent ces dépenses militaires dans le revenu total du pays, mesuré par le PIB<sup>12</sup>(ou le RNB<sup>13</sup>), et le niveau de ces dépenses militaires ramené au nombre d'habitants. L'utilisation de cette sorte d'étalon universel qu'est le PIB pour les économistes néoclassiques nous paraît cependant hautement discutable, *a fortiori* lorsqu'il s'agit de justifier un niveau de dépenses militaires. Les dépenses militaires sont la représentation budgétaire et matérielle d'une interprétation politique de l'environnement de sécurité et de la menace perçue. Or, accepter la pertinence d'un critère tel que le rapport « dépenses militaires/PIB » revient implicitement à légitimer un lien mécanique entre le taux de croissance de l'économie en général et celui des dépenses militaires : plus on a de richesses, et plus on serait en droit de dépenser pour les défendre. Si ce lien mathématique est parfaitement défendable pour les dépenses publiques de santé, d'éducation ou encore d'environnement – plus nous sommes riches, et plus nous avons la possibilité de dépenser pour améliorer notre bien-être, notre savoir, notre cadre de vie – il n'a évidemment aucun sens pour les dépenses publiques militaires. Celles-ci ne devraient rien traduire d'autre que le degré de menace et d'insécurité dont la mesure est une fonction de facteurs exogènes.

---

**12. PIB (produit intérieur brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production. Le calcul du PIB ne tient pas compte des déductions au titre de l'amortissement des biens d'équipement manufacturés ou de l'épuisement et de la dégradation des ressources naturelles. La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires.

**13. RNB (revenu national brut)** : Somme de la valeur ajoutée par tous les producteurs résidant dans une économie, majorée, d'une part, de toutes les taxes sur les produits (hors subventions) non incluses dans la valorisation de la production et, d'autre part, de toutes les recettes nettes de revenu primaire (rémunération des salariés et des biens immobiliers situés à l'étranger). La valeur ajoutée correspond à la production nette d'un secteur, après addition de toutes les composantes de cette production et déduction des facteurs intermédiaires.

Force est toutefois de constater que cette religion du PIB est celles de toutes les organisations internationales. Faute de mieux, elle est la seule méthode disponible et standardisée pour comparer la charge économique de ces dépenses, selon les pays et dans le temps. C'est aussi ce passage obligé par le PIB qui nous permettra de comparé le niveau des dépenses militaires à celui d'autres dépenses publiques, par exemple en matière de santé ou d'éducation. De telles comparaisons sont difficiles sur des pays isolés ou sur des échantillons trop petits, notamment parce que les données disponibles concernent uniquement la partie publique ou gouvernementale de ces dépenses, alors qu'il existe de nombreux pays où ces dépenses sociales sont, au moins partiellement, confiées au secteur privé. Ces comparaisons restent cependant pertinente pour autant qu'on se réfère à des données agrégées pour un large échantillon de pays.

Cet exercice difficile est réalisé chaque par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans son « Rapport mondial sur le développement humain » dont sont extraites les données des [tableaux 7](#) et [8](#). La part des dépenses sociales dans le PNB/PIB est globalement en croissance dans l'ensemble des pays, tandis que la part des dépenses militaires s'est considérablement réduite. On notera que la proportion du revenu national consacrée aux dépenses militaires est sensiblement la même dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. Mais pour ces derniers, un tel niveau ne peut se maintenir qu'au détriment des dépenses sociales qui restent, toujours proportionnellement au revenu national, nettement inférieures aux moyennes observées pour l'OCDE.

Il est également intéressant de comparer les flux des dépenses militaires et des aides au développement versées par les pays les plus riches ([tableau 8](#)). En 1992 à Rio, lors de la conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, les pays industrialisés s'étaient engagés à porter l'aide au développement à 0,7% de leur PIB. Selon le PNUD, en 1990, les pays du Comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) ont consacré 0,33% de leur revenu national brut (RNB) au titre de l'*Aide publique au développement* (APD) vers les pays en développement. Les États-Unis y consacraient 0,21%. Treize ans plus tard, en 2003, l'aide du CAD se réduisait à 0,25% de son RNB, tandis que les États-Unis limitaient leur effort à 0,15%. Seuls les pays nordiques (Danemark, Norvège et Suède), les Pays-Bas et le Luxembourg honorent actuellement leurs engagements, même si des efforts sont aussi perceptibles ailleurs.

Le SIPRI se livre à un exercice similaire en se fondant sur les données de la Banque mondiale. Les données du [tableau 9](#) nous apprennent que, en 2001, les 32 pays à revenu élevé, qui sont aussi les principaux dispensateurs de l'aide au développement, ont dépensé en moyenne 10 fois plus pour leurs dépenses militaires (555 milliards de dollars) que pour l'aide qu'ils ont accordé à titre d'assistance au développement des pays les plus pauvres (52,9 milliards de dollars). La dernière colonne du [tableau 9](#) nous indique aussi que la dette agrégée (533 milliards de dollars) des 58 pays à faible revenu est approximativement égale à la somme des dépenses militaires des 32 pays les plus riches. En d'autres mots, une année de dépenses militaires des pays les plus riches suffirait à effacer l'entièreté de la dette des pays les plus pauvres.

Ces comparaisons ont au minimum le mérite de nous rappeler certains ordres de grandeurs. Déjà dans son édition 1997 du « Rapport mondial sur le développement humain », le PNUD que soulignait que 80 milliards de dollars par an entre 1995 et 2005 suffiraient pour fournir à tous les habitants des pays en développement un accès aux services sociaux de base et à les sortir de la plage de l'extrême pauvreté. Ce chiffre, qui ne représente que 10% des dépenses militaires mondiales, est là pour nous rappeler que l'éradication de la pauvreté absolue est parfaitement dans les moyens de l'humanité. Le véritable obstacle n'est pas une manque de ressources, mais un déséquilibre dans leur affectation et un manque d'engagement politique : c'est ainsi que se créent les conditions propices à l'émergence de nouvelles menaces qui, à leur tour, confortent les arguments favorables aux développements de nouvelles générations d'armements, grevant davantage encore les ressources disponibles. C'est ce cercle vicieux qu'il faudra un jour ou l'autre briser. ■

## Tableaux et graphiques

Tableau 1. <b>Dépenses militaires mondiales, 1993-2004</b>	14
Tableau 2. <b>Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1993-2004.</b>	15
Tableau 3. <b>Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2004.</b>	16
Tableau 4. <b>Population, PIB et dépenses militaires des pays membres, adhérents et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2004</b>	17
Tableau 5. <b>Les 6 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, somme 2000-2004</b>	18
Tableau 6. <b>Transferts des 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les principales zones géographiques</b>	19
Tableau 7. <b>Les principales dépenses publiques</b>	20
Tableau 8. <b>Dépenses militaires et aide publique au développement</b>	21
Tableau 9. <b>Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres</b>	22
Graphique 1. <b>États-Unis et UE dans les dépenses militaires mondiales, 1993-2004</b>	23
Graphique 2. <b>Dépenses militaires mondiales, par continents, 1993-2004</b>	24
Graphique 2. <b>Comparaison SIPRI/CRS, 1987-2004 (1987 = 100)</b>	25
Graphique 4. <b>Transferts internationaux d'armements conventionnels, 1987-2004, et tendances avec moyennes mobiles quinquennales.</b>	26
Graphique 5. <b>Transferts internationaux d'armements conventionnels, Principaux fournisseurs, 1987-2004, en pourcentage des transferts totaux internationaux d'armements conventionnels.</b>	27
Graphique 6. <b>Les livraisons effectives d'armements conventionnels, au niveau mondial et vers les pays en voie de développement, 1996-2003</b>	28
Graphique 7. <b>Valeur financière du commerce international des armements conventionnels.</b>	29

### Annexes :

- **Tableau des 50 principaux exportateurs, 1995-2004**, en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990 (indicateurs de tendances SIPRI)  
<<http://www.grip.org/research/eco-bd/trf/50export.pdf>>
- **Tableau des 50 principaux importateurs, 1995-2004**, en millions de dollars, aux prix et taux de change de 1990 (indicateurs de tendances SIPRI)  
<<http://www.grip.org/research/eco-bd/trf/50import.pdf>>

Tableau 1. **Dépenses militaires mondiales, 1993-2004.**  
(en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2003, source : SIPRI Yearbook 2005)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	% variation 1998-2004
<b>Monde</b>	<b>789,0</b>	<b>772,0</b>	<b>774,0</b>	<b>765,0</b>	<b>773,0</b>	<b>806,0</b>	<b>819,0</b>	<b>864,0</b>	<b>927,0</b>	<b>975,0</b>	<b>27,5%</b>
<i>Régions</i>											
<b>Afrique</b>	<b>8,8</b>	<b>8,5</b>	<b>8,7</b>	<b>9,3</b>	<b>10,3</b>	<b>10,8</b>	<b>11,0</b>	<b>11,6</b>	<b>11,7</b>	<b>12,6</b>	<b>35,5%</b>
Afrique du Nord	<u>3,4</u>	3,5	3,7	3,8	3,9	4,3	4,4	4,8	4,9	5,5	44,7%
Afrique Sub-Saharienne	5,5	5,0	5,0	5,5	6,3	6,5	<u>6,6</u>	6,8	6,8	<u>7,1</u>	29,1%
<b>Amérique</b>	<b>367,0</b>	<b>347,0</b>	<b>347,0</b>	<b>340,0</b>	<b>341,0</b>	<b>353,0</b>	<b>358,0</b>	<b>398,0</b>	<b>446,0</b>	<b>488,0</b>	<b>43,5%</b>
Amérique du Nord	347,0	328,0	326,0	319,0	320,0	332,0	335,0	375,0	424,0	466,0	46,1%
Amérique Centrale	3,2	3,3	3,4	3,3	3,5	3,6	3,7	3,5	3,4	3,2	-3,0%
Amérique du Sud	17,2	15,6	18,1	17,4	17,0	17,9	19,9	19,6	18,4	18,8	8,0%
<b>Asie et Océanie</b>	<b>136,0</b>	<b>141,0</b>	<b>138,0</b>	<b>135,0</b>	<b>137,0</b>	<b>147,0</b>	<b>151,0</b>	<b>151,0</b>	<b>158,0</b>	<b>164,0</b>	<b>21,5%</b>
Asie Centrale	0,4	0,5	0,5	<u>0,5</u>	0,5	--	<u>0,6</u>	--	<u>0,6</u>	<u>0,7</u>	40,0%
Asie de l'Est	113,0	119,0	115,0	111,0	112,0	121,0	124,0	123,0	<u>129,0</u>	<u>132,0</u>	18,9%
Asie du Sud	13,4	13,6	14,2	14,4	15,5	16,2	16,8	17,0	17,5	20,0	38,9%
Océanie	8,7	8,6	8,8	9,1	9,6	9,5	9,9	10,3	10,6	11,0	20,9%
<b>Europe</b>	<b>237,0</b>	<b>236,0</b>	<b>237,0</b>	<b>234,0</b>	<b>239,0</b>	<b>243,0</b>	<b>244,0</b>	<b>250,0</b>	<b>256,0</b>	<b>254,0</b>	<b>8,5%</b>
Europe Centrale et Orientale	28,1	26,2	27,7	23,4	24,8	27,3	29,2	30,7	33,2	34,2	46,2%
Europe de l'Ouest	209,0	210,0	209,0	211,0	214,0	216,0	215,0	220,0	223,0	220,0	4,3%
<b>Moyen Orient</b>	<b>40,1</b>	<b>39,1</b>	<b>43,0</b>	<b>46,5</b>	<b>46,0</b>	<b>51,7</b>	<b>55,3</b>	<b>52,9</b>	<b>54,4</b>	<b>56,1</b>	<b>20,6%</b>
<i>Organisations</i>											
ASEAN	11,7	12,2	34,9	29,9	29,7	36,2	34,2	28,8	--	--	--
CEI	16,7	15,3	16,7	12,3	14,3	16,5	17,9	19,2	21,1	22,2	80,5%
UE	192,0	192,0	191,0	192,0	195,0	197,0	196,0	200,0	205,0	211,0	9,9%
OTAN	542,0	525,0	521,0	515,0	527,0	540,0	542,0	587,0	641,0	683,0	32,6%
OCDE	609,0	609,0	607,0	602,0	607,0	622,0	625,0	672,0	726,0	765,0	27,1%
OPEP	27,6	27,2	31,5	33,7	32,5	37,3	39,6	36,0	37,8	39,4	16,9%
OSCE	584,0	564,0	562,0	553,0	559,0	576,0	579,0	626,0	681,0	721,0	30,4%

souligné = total basé sur les données de pays représentant moins de 90% du total régional

-- = non significatif, les données disponibles représentant moins de 60% du total régional

Tableau 2. **Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis, 1993-2003.**  
 (en millions de dollars aux prix de 2000, source : SIPRI Yearbooks, italique = chiffre incertain, souligné = estimation du SIPRI)

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
<b>Union européenne</b>												
Allemagne	41 272	38 484	37 852	37 124	35 768	35 886	36 612	36 021	35 432	35 546	34 762	<u>33 888</u>
Autriche	2 010	2 019	2 002	1 983	1 987	1 993	2 034	2 083	1 941	1 904	1 986	1 925
Belgique	4 328	4 304	4 216	4 137	4 085	4 083	4 137	4 136	3 954	3 834	3 896	4 398
Chypre	236	248	222	334	423	378	233	249	294	201	195	203
Danemark	3 298	3 216	3 181	3 192	3 232	3 268	3 248	3 142	3 337	3 297	3 330	3 228
Espagne	9 819	8 841	9 160	8 949	9 031	8 876	9 108	9 434	9 555	9 784	9 692	9 565
Estonie	42	53	53	51	69	73	90	106	124	148	171	181
Finlande	2 029	1 995	1 850	2 092	1 956	2 128	1 832	1 954	1 886	1 906	1 976	2 077
France	48 252	48 501	46 100	44 992	45 156	43 946	44 318	43 806	43 677	44 574	45 384	<u>46 174</u>
Grèce	5 245	5 336	5 450	5 776	6 155	6 708	7 023	7 412	7 250	7 114	7 120	<u>7 690</u>
Hongrie	1 269	1 260	967	903	1 086	980	1 128	1 212	1 338	1 397	1 522	<u>1 485</u>
Irlande	746	779	786	829	878	886	916	941	1 021	983	986	1 010
Italie	25 177	24 554	22 425	24 720	25 920	26 777	27 825	29 681	29 192	30 004	27 562	27 759
Lettonie	54	63	61	47	46	49	64	80	100	164	189	204
Lituanie	98	53	55	65	106	185	159	249	261	285	300	336
Luxembourg	126	139	136	140	151	162	164	168	211	221	231	<u>244</u>
Malte	32	35	35	37	36	33	32	31	33	33	40	36
Pays-Bas	8 649	8 341	8 104	8 151	8 067	8 038	8 429	8 080	8 262	8 237	8 199	<u>8 407</u>
Pologne	3 443	3 322	3 343	3 516	3 703	3 845	3 753	3 685	3 702	3 778	4 085	4 149
Portugal	2 756	2 688	2 887	2 784	2 845	2 780	2 925	3 011	3 135	3 223	3 151	<u>3 115</u>
Royaume-Uni	47 749	46 191	42 579	43 267	40 608	40 842	40 344	40 925	41 777	44 068	51 082	47 401
Slovaquie	497	513	909	903	727	568	496	516	581	589	625	585
Slovénie	310	<u>304</u>	350	359	344	343	323	294	361	400	417	465
Suède	5 516	5 504	5 514	3 627	5 295	5 456	5 660	5 875	5 572	<u>5 401</u>	<u>5 352</u>	5 439
Tchèque, République	<u>1 487</u>	1 395	1 315	1 293	1 225	1 347	1 462	1 505	1 619	1 680	1 843	1 741
<b>TOTAL UE</b>	<b>214 440</b>	<b>208 137</b>	<b>199 551</b>	<b>199 271</b>	<b>198 899</b>	<b>199 630</b>	<b>202 315</b>	<b>204 596</b>	<b>204 615</b>	<b>208 771</b>	<b>214 096</b>	<b>211 705</b>
<b>Pays candidats</b>												
Bulgarie	<u>519</u>	<u>711</u>	<u>526</u>	359	335	388	440	453	502	506	516	503
Croatie	1 478	1 489	1 860	1 491	1 291	1 299	1 019	718	659	650	610	517
Roumanie	<u>1 179</u>	<u>1 404</u>	<u>1 367</u>	<u>1 328</u>	<u>1 489</u>	<u>1 353</u>	1 221	1 162	1 219	1 212	1 345	1 399
Turquie	8 900	8 717	8 939	10 008	10 427	10 926	12 064	11 675	10 703	11 388	10 278	10 142
<b>États-Unis</b>	379 016	357 395	336 635	318 420	316 789	309 447	310 326	322 309	324 908	364 819	<u>414 400</u>	<u>455 304</u>
<b>Monde</b>	845 820	823 620	789 000	772 000	774 000	765 000	773 000	806 000	819 000	864 000	927 000	975 000
<b>Reste du monde [Monde - (UE+US)]</b>	252 364	258 088	252 814	254 309	258 313	255 923	260 359	279 095	289 477	290 410	298 504	307 991

Tableau 3. **Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2005.***(en milliards de dollars aux prix et taux de change de 2003, ou à parité de pouvoir d'achat, source : SIPRI Yearbook 2005)*

Taux de change du marché				Taux de change à parité de pouvoir d'achat		
Rang	Pays	Dépenses militaires	Part dans le total mondial (%)	Rang	Pays	Dépenses militaires
1	Etats-Unis	455,3	46,7	1	Etats-Unis	455,3
2	Royaume Uni	47,4	4,9	2	Chine	161,1
3	France	46,2	4,7	3	Inde	81,8
4	Japon	42,4	4,3	4	Russie	66,1
5	Chine	35,4	3,6	5	France	51,2
<b>Sous-total top 5</b>		<b>626,7</b>	<b>64,3</b>	<b>Sous-total top 5</b>		<b>815,5</b>
6	Allemagne	33,9	3,5	6	Royaume-Uni	46,2
7	Italie	27,8	2,9	7	Allemagne	36,9
8	Russie	19,4	2,0	8	Japon	35,2
9	Arabie Saoudite	19,3	2,0	9	Italie	34,5
10	Corée du Sud	15,5	1,6	10	Arabie Saoudite	29,1
<b>Sous-total top 10</b>		<b>742,6</b>	<b>76,2</b>	<b>Sous-total top 10</b>		<b>997,4</b>
11	Inde	15,1	1,5	11	Turquie	24,3
12	Israël	10,7	1,1	12	Corée du Sud	23,1
13	Canada	10,6	1,1	13	Brésil	20,7
14	Turquie	10,1	1,0	14	Iran	18,5
15	Canada	10,1	1,0	15	Pakistan	16,1
<b>Sous-total top 15</b>		<b>799,2</b>	<b>82,0</b>	<b>Sous-total top 15</b>		<b>1 100,1</b>
<b>Total des dépenses militaires mondiales</b>		<b>975,0</b>	<b>100,0</b>			

**Tableau 4. Population, PIB et dépenses militaires des pays membres, adhérents et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2004**  
(source : Eurostat, US Census et SIPRI)

	Population au 1 <sup>er</sup> janvier 2004	PIB en 2004 aux prix du marché, en millions d'euros, prix courants	Devise nationale	Dépenses militaires en 2004				
				en millions* devise nationale prix courants	en millions de dollars prix et taux de change de 2003	en millions d'euros prix et taux de change de 2003	en % du PIB de 2004	
<b>UE25</b>								
1	Allemagne	82 531 671	2 215 650	euro	30 515	33 888	38 334	1,73%
2	France	59 900 680	1 648 369	euro	41 822	46 174	52 232	3,17%
3	Royaume-Uni	59 673 084	1 715 791	pounds	29 868	47 401	53 620	3,13%
4	Italie	57 888 245	1 351 328	euro	25 160	27 759	31 401	2,32%
5	Espagne	42 345 342	837 557	euro	8 729	9 565	10 820	1,29%
6	Pologne	38 190 608	195 206	zlotys	16 751	4 149	4 693	2,40%
7	Pays-Bas	16 258 032	488 642	euro	7 536	8 407	9 510	1,95%
8	Grèce	11 040 650	165 281	euro	<u>6 309</u>	<u>7 120</u>	<u>8 054</u>	4,87%
9	Portugal	10 474 685	141 115	euro	2 825	3 115	3 524	2,50%
10	Belgique	10 396 421	283 752	euro	3 973	4 398	4 975	1,75%
11	République Tchèque	10 211 455	86 239	korunas	50 507	1 741	1 969	2,28%
12	Hongrie	10 116 742	80 816	forints	356 464	1 485	1 680	2,08%
13	Suède	8 975 670	279 008	kronor	44 156	5 439	6 153	2,21%
14	Autriche	8 140 122	237 039	euro	1 740	1 925	2 178	0,92%
15	Danemark	5 397 640	194 421	kroner	21 495	3 228	3 652	1,88%
16	Slovaquie	5 380 053	33 119	korunas	23 173	585	662	2,00%
17	Finlande	5 219 732	149 725	euro	1 843	2 077	2 350	1,57%
18	Irlande	4 027 732	148 557	euro	914	1 010	1 143	0,77%
19	Lituanie	3 445 857	17 926	litai	1 042	336	380	2,12%
20	Lettonie	2 319 203	11 024	lats	124	204	231	2,09%
21	Slovénie	1 996 433	25 895	tolars	99 700	465	526	2,03%
22	Estonie	1 351 069	9 043	kroons	2 582	181	205	2,26%
23	Chypre	730 367	12 402	pounds	107	203	230	1,85%
24	Luxembourg	451 600	25 664	euro	221	244	276	1,08%
25	Malte	399 867	4 277	lire	13 970	36	41	0,95%
<b>Total UE25</b>		<b>456 862 960</b>	<b>10 357 844</b>			<b>211 135</b>	<b>238 836</b>	<b>2,31%</b>
<b>Adhérents et candidats</b>								
26	Turquie	71 253 953	239 895	1000000 tr	16 807	10 142	11 473	4,78%
27	Roumanie	21 711 252	58 947	1000 lei	52 303	1 399	1 583	2,68%
28	Bulgarie	7 801 273	19 459	leva	930	503	569	2,92%
29	Croatie	<u>4 442 200</u>	27 623	kuna	3 585	517	585	2,12%
<b>Total adhérents et candidats</b>		<b>105 208 678</b>	<b>345 923</b>			<b>12 561</b>	<b>14 209</b>	<b>4,11%</b>
<b>Candidats potentiels</b>								
30	Serbie et Monténégro	<u>8 096 779</u>	15 651	dinars	48 275	776	878	5,61%
31	Bosnie Herzégovine	4 200 000	6 947	marks	324	185	209	3,01%
32	Albanie	3 200 000	5 376	leks	9 643	77	87	1,62%
33	Kosovo (résolution 1244)	2 473 000	2 385	dinars	---	---	---	---
34	Macédoine (ex-rép. youg.)	2 029 892	4 161	denars	6 683	123	139	---
<b>Total candidats potentiels</b>		<b>19 999 671</b>	<b>34 520</b>			<b>1 161</b>	<b>1 313</b>	<b>---</b>
--	<b>Etats-Unis</b>	<b>293 655 404</b>	<b>9 433 475</b>	dollars	<b>466 600</b>	<b>455 304</b>	<b>515 040</b>	<b>5,46%</b>

italique = estimation, souligné = valeur de la période précédente, --- = non disponible

**Tableau 5. Les 6 plus grands exportateurs et importateurs d'armements conventionnels, somme des transferts pour la période 2000-2004**  
(indicateurs de tendance, en milliards de dollars, aux prix de 1990)

<b>Offre mondiale (Σ2000-2004) 84,49</b>			<b>Demande mondiale (Σ2000-2004) 84,49</b>		
Russie	26,93	31,9%	Chine	11,68	13,8%
Etats-Unis	25,93	30,7%	Inde	8,53	10,1%
France	6,36	7,5%	Grèce	5,26	6,2%
Allemagne	4,88	5,8%	Royaume Uni	3,40	4,0%
Royaume Uni	4,45	5,3%	Turquie	3,30	3,9%
Ukraine	2,12	2,5%	Egypte	3,10	3,7%
<i>Part des 6 plus grands exportateurs dans l'offre mondiale</i> <b>83,6%</b>			<i>Part des 6 plus grands importateurs dans la demande mondiale</i> <b>41,7%</b>		

Source : SIPRI Yearbook 2005

Tableau 6. **Transferts des 10 principaux fournisseurs d'armements conventionnels vers les principales zones géographiques**  
 (indicateurs de tendance, en milliards de dollars, aux prix de 1990)

<i>Importateurs</i>	<i>Exportateurs</i>											<b>Total</b>
	Russie	États-Unis	France	Allemagne	Roy.-Uni	Ukraine	Canada	Chine	Suède	Israël	Autres	
Afrique	2 671	174	178	22	10	608	-	80	-	17	1 370	<b>5 130</b>
Amériques	295	1 343	536	296	1 673	50	1 167	-	146	444	982	<b>6 932</b>
Asie	20 170	5 903	1 402	736	516	758	31	964	280	452	2 361	<b>33 573</b>
Europe	737	12 596	1 260	2 925	675	234	112	-	678	301	2 357	<b>21 875</b>
Moyen-orient	3 057	4 905	2 966	725	996	472	195	393	-	-	807	<b>14 516</b>
Océanie	-	1 012	23	180	581	-	189	-	143	45	209	<b>2 382</b>
Autres <sup>(1)</sup>	-	-	-	-	-	-	-	-	18	3	204	<b>225</b>
<b>Total</b>	<b>26 925</b>	<b>25 930</b>	<b>6 358</b>	<b>4 878</b>	<b>4 450</b>	<b>2 118</b>	<b>1 693</b>	<b>1 436</b>	<b>1 290</b>	<b>1 258</b>	<b>8 155</b>	<b>84 491</b>

Source : SIPRI Yearbook 2005

Tableau 7. **Les principales dépenses publiques**  
(source : PNUD)

	Dépenses publiques d'enseignement		Dépenses publiques de santé		Dépenses militaires	
	En % du PNB		En % du PIB		En % du PIB	
	1990	1995-97	1990	1996-98	1988	1996
Monde	4,9	4,8	4,7	5,6	4,0	2,4
Pays en développement	3,5	3,8	1,9	2,2	3,1	2,4
Europe de l'Est et CEI	:	4,9	3,2	4,5	:	3,2
OCDE	5,2	5,0	5,2	6,2	3,6	2,3
<i>Source :</i>	<i>PNUD 2000</i>		<i>PNUD 2000</i>		<i>PNUD 1999</i>	

Tableau 8. **Dépenses militaires et aide publique au développement**  
 (source : PNUD, 2005)

	Aide publique au développement nette <u>reçue</u>		Aide publique au développement nette <u>versée</u>		Entrées nettes d'IDE		Dépenses militaires		Service de la dette		Croissance annuelle du PIB par habitant 1990-2003
	<i>En % du PIB</i>		<i>En % du RNB</i>		<i>En % du PIB</i>		<i>En % du PIB</i>		<i>En % du PIB</i>		
	1990	2003	1990	2003	1990	2003	1990	2003	1990	2003	
Pays en développement	2,7	3,0	-	-	0,9	2,3	-	-	3,5	4,7	2,9
dont Pays les moins avancés	13,0	18,7	-	-	0,1	3,6	-	-	2,8	2,1	2,0
dont Afrique sub-saharienne	12,0	18,6	-	-	0,4	2,2	-	-	3,8	2,9	0,1
CAD	-	-	0,33	0,25	-	-	-	-	-	-	-
États-Unis	-	-	0,21	0,15	-	-	5,3	3,8	-	-	2,1
France	-	-	0,60	0,41	-	-	3,5	2,6	-	-	1,6
Belgique	-	-	0,46	0,60	-	-	2,4	1,3	-	-	1,8
Suède	-	-	0,91	0,79	-	-	2,6	1,8	-	-	2,0
Pays-Bas	-	-	0,92	0,80	-	-	2,5	1,6	-	-	2,1
Luxembourg	-	-	0,21	0,81	-	-	0,9	0,9	-	-	3,6
Danemark	-	-	0,94	0,84	-	-	2,0	1,5	-	-	1,9
Norvège	-	-	1,17	0,92	-	-	2,9	2,0	-	-	2,9

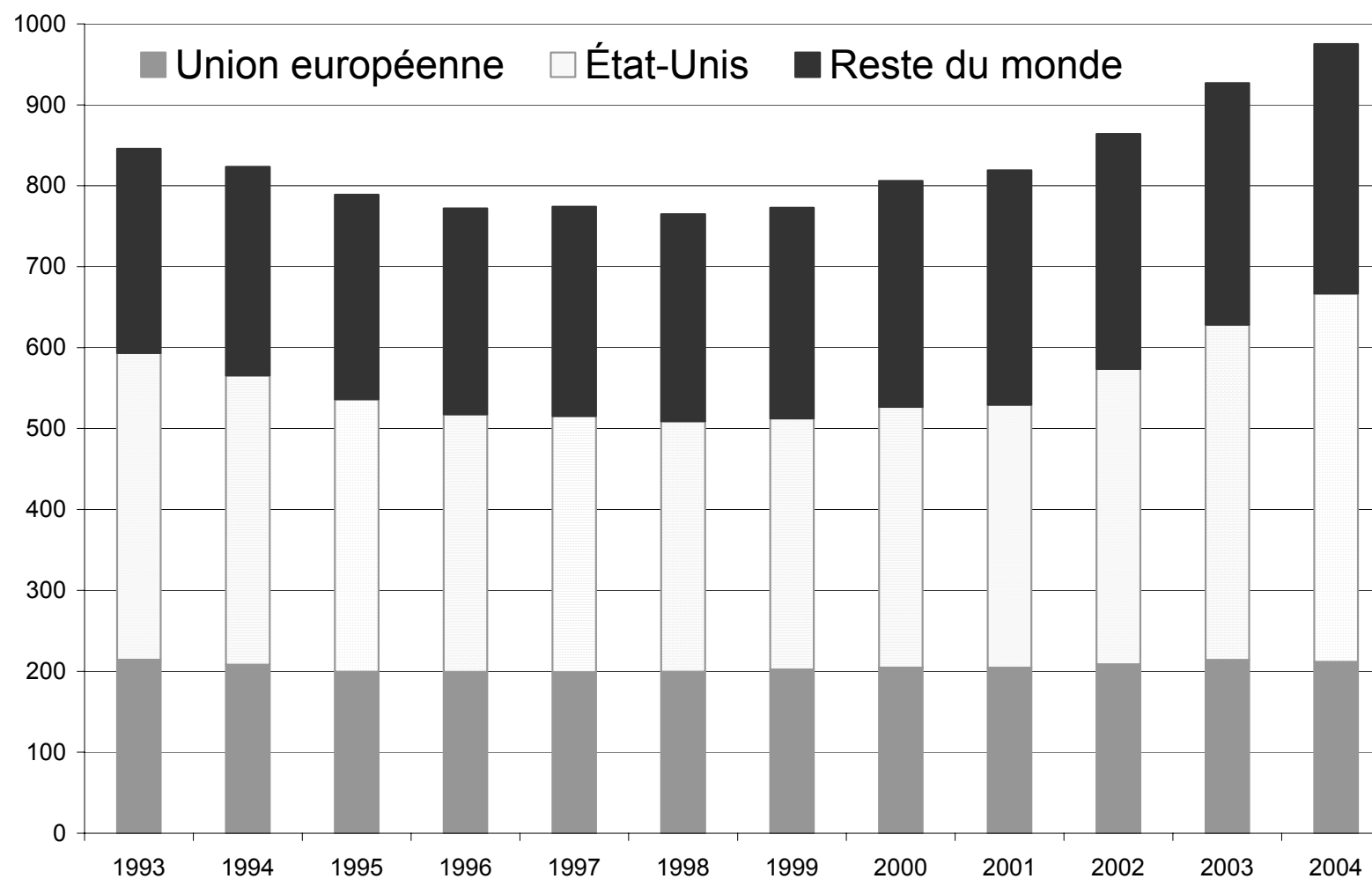
Source : PNUD, 2005.

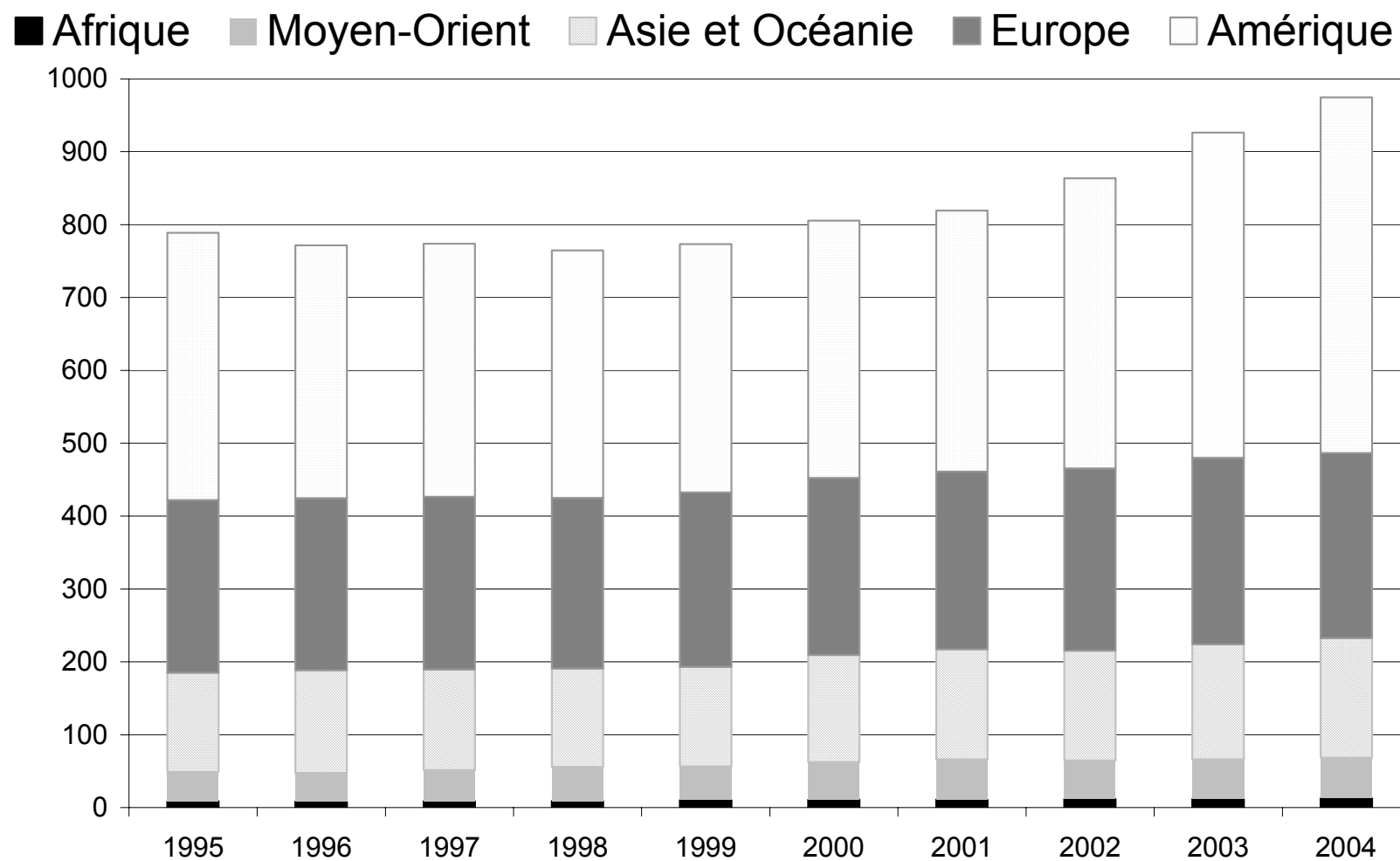
Tableau 9. **Dépenses militaires, aide au développement et dette des pays pauvres**  
(source : Banque mondiale, cité par le SIPRI Yearbook 2004)

Revenu	RNB	Nombre de pays	Population	Dépenses militaires		Aide publique au développe- ment versée	Dette
				< ----- milliards de dollars ----- >		2001	
				2001	2003		
	<i>dollars</i>		<i>millions</i>				
	2000		2001	2001	2003	2001	2001
Faible	< 756	58	2 505	33	36	0,0	533
Intermédiaire (Bas)	756-2995	41	2 164	76	91	0,0	918
Intermédiaire (Haut)	2996-9265	27	504	80	80	0,6	882
Élevé	>9265	32	957	555	672	52,9	--
<b>Total</b>		<b>158</b>	<b>6 130</b>	<b>744</b>	<b>879</b>	<b>53,5</b>	<b>--</b>

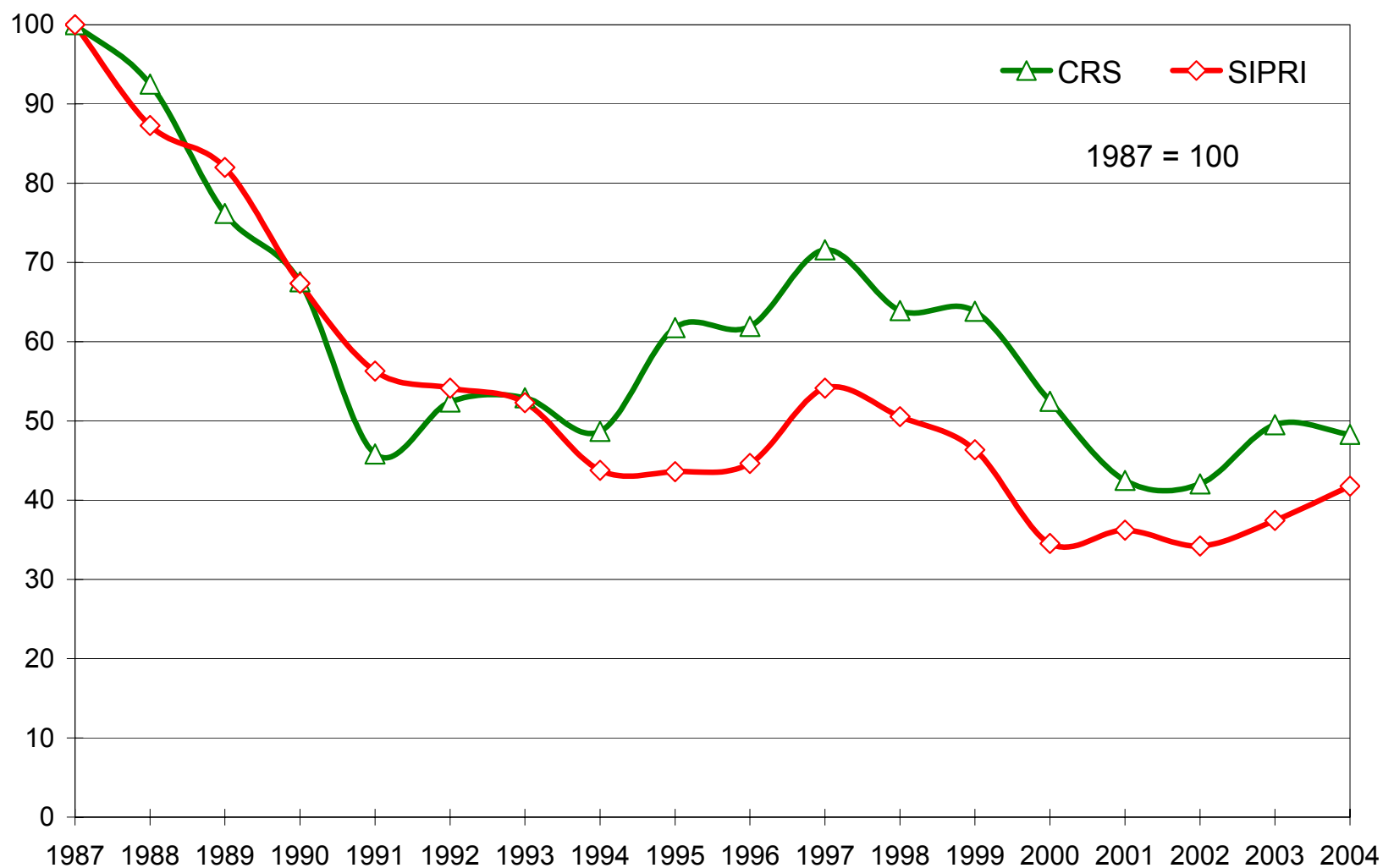
Graphique 1. **États-Unis et UE dans les dépenses militaires mondiales, 1993-2004**

(source : sur base des données SIPRI Yearbook 2005, en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2003)

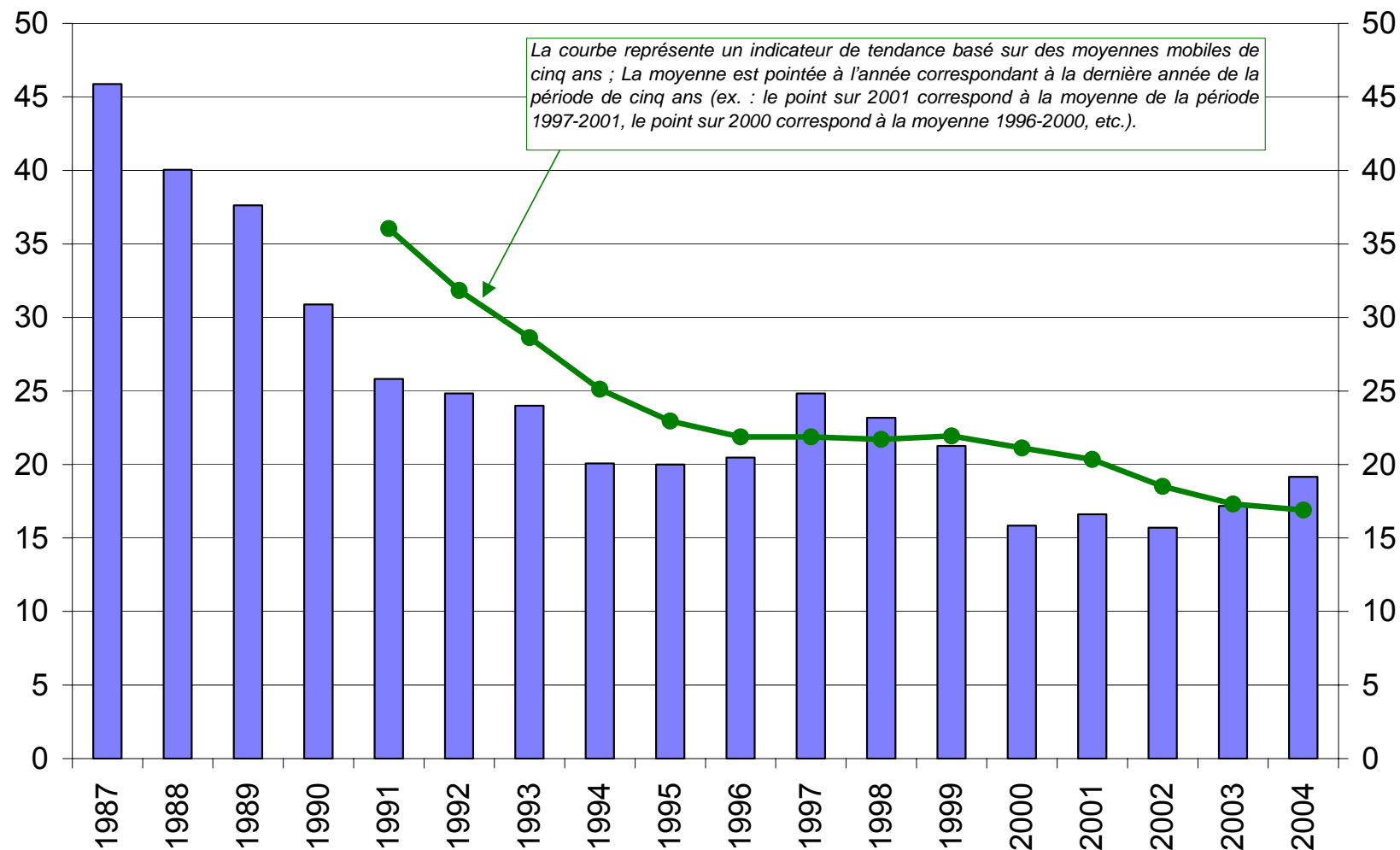


Graphique 2. **Dépenses militaires mondiales, par continents, 1993-2004***(source : sur base des données SIPRI Yearbook 2005, en milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2003)*

Graphique 3. Comparaison SIPRI/CRS, 1987-2004 (1987 = 100)

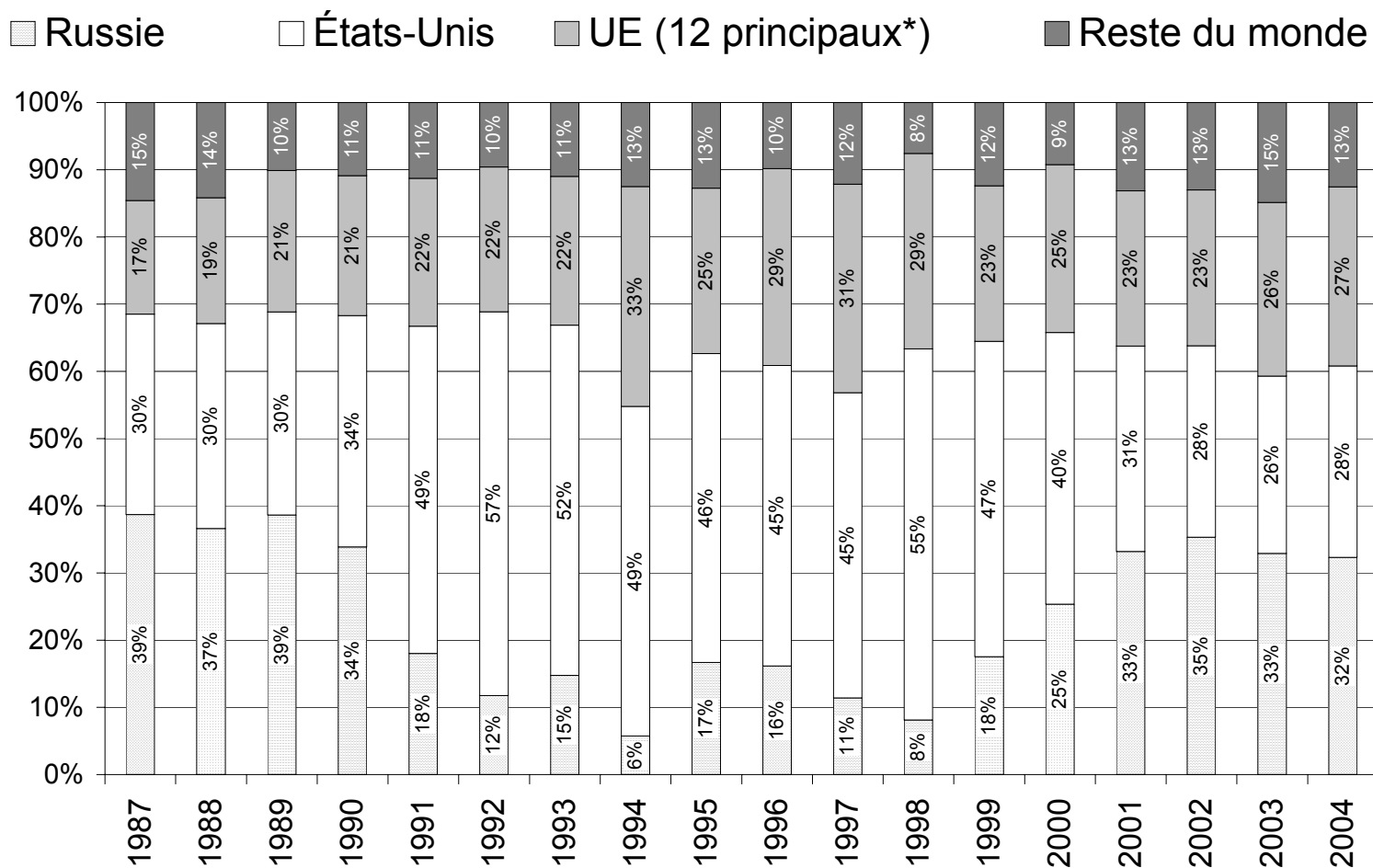


Graphique 4. **Tendance des transferts internationaux d'armements conventionnels, moyennes mobiles quinquennales, de 1987-1991 à 2000-2004.**  
(indicateurs de tendance, en milliards de dollars, aux prix de 1990)



Source : SIPRI Yearbooks, éditions successives

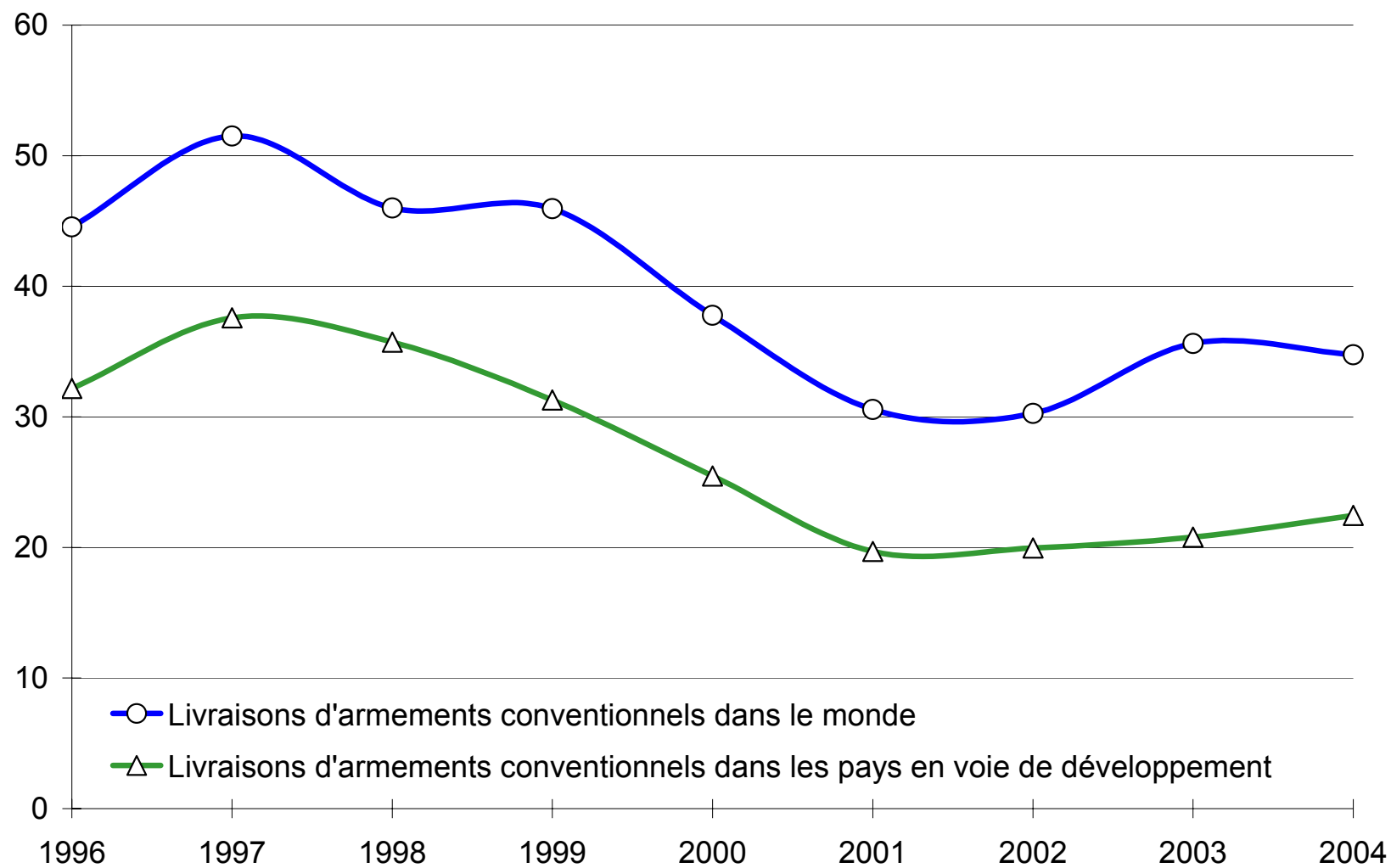
Graphique 5. Transferts internationaux d'armements conventionnels, principaux fournisseurs, 1987-2004, en pourcentage des transferts totaux, sur base des indicateurs de tendance.



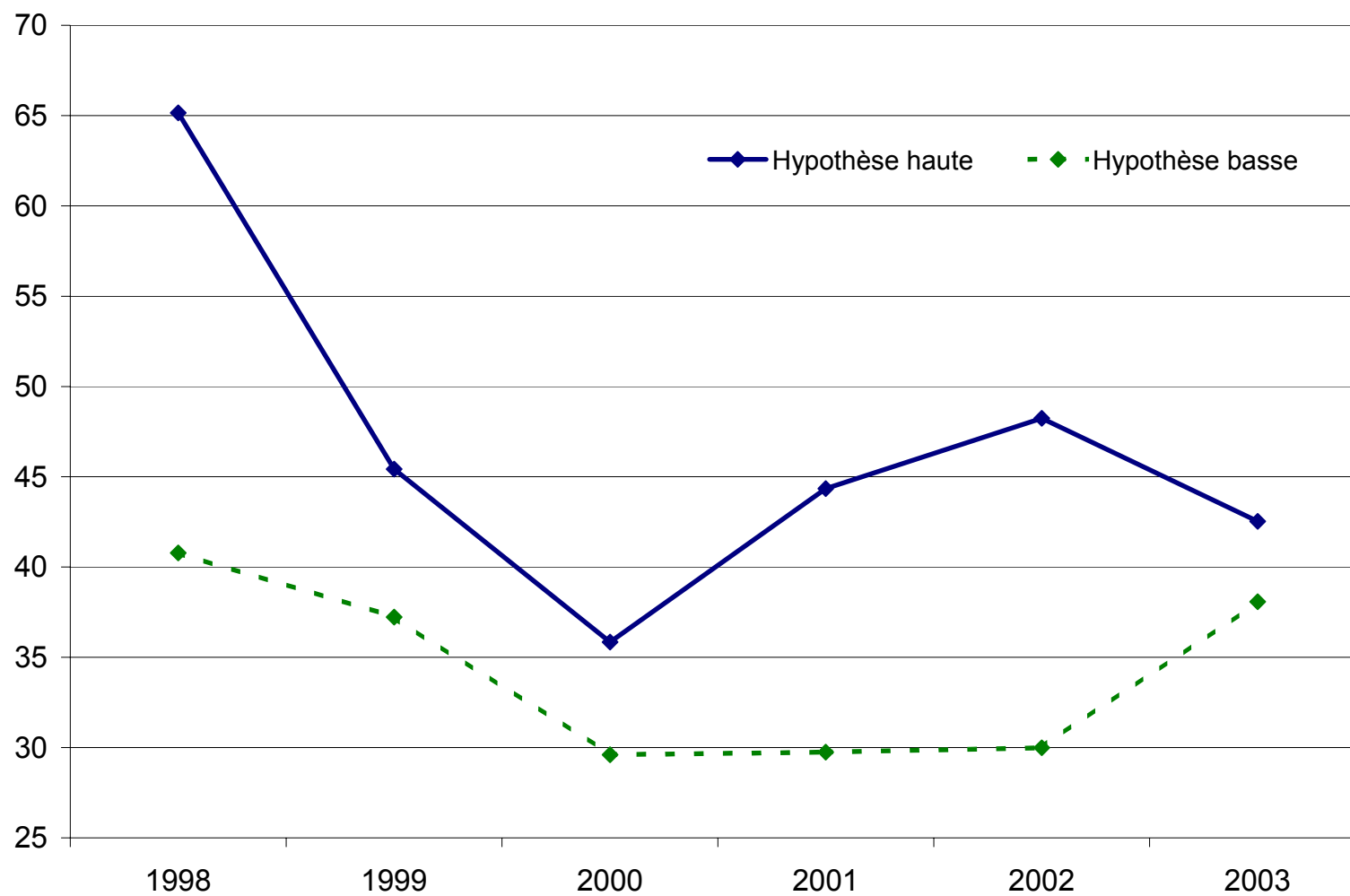
\* F, D, UK, SE, I, NL, SP, PL, CZ, SLK, AT, FIN

Source : sur base des éditions successives du SIPRI Yearbook

Graphique 6. **Les livraisons effectives d'armements conventionnels, au niveau mondial et vers les pays en voie de développement, 1996-2003**  
(en milliards de dollars, aux prix de 2003, source : CRS)



Graphique 7. **Valeur financière du commerce international des armements conventionnels.**  
(de 1998 à 2003, en milliards de dollars, aux prix de 2003)



Source : SIPRI Arms Transfers Project, < [http://www.sipri.org/contents/armstrad/at\\_gov\\_ind\\_data.html](http://www.sipri.org/contents/armstrad/at_gov_ind_data.html) >